

# le libertaire

Rédaction :  
Administration : Jean Girardin,  
72, rue des Prairies, Paris (20e)  
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 23 fr.	Un an ... 30 fr.
Six mois ... 11 »	Six mois ... 15 »
Trois mois ... 5 50	Trois mois ... 7 50

Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## LA VIE CHÈRE

par Georges BASTIEN

A vouloir trop prouver, l'on arrive à ne rien prouver du tout.

Il semble que les économistes, tous plus distingués les uns que les autres, ceux qui portent le petit bout de ruban rouge comme ceux qui « font » dans la presse dite avancée, que les économistes qui palabrent ou scribouillent autour de cette question de la vie chère, se sont donné pour tâche d'embrouiller le problème et d'empêcher le peuple d'y voir clair.

J'oserais même ajouter que les gens du peuple, les illettrés eux-mêmes, d'instinct, sans lire aucun article ni bouquin d'économie politique, sans écouter aucun grand discours bourré de notes, statistiques et commentaires, comprennent mieux le pourquoi et le comment de la vie chère que les savantasses de l'économie sociale.

Il y a un fait brut et indiscutable : le prix de toutes les denrées, produits agricoles et objets manufacturés, suit une pente ascendante : toujours de plus en plus haut.

Le mois dernier, les indices officiels ont encore marqué, un peu partout, une augmentation d'une vingtaine de points.

Et l'on sait ce qu'il faut penser des indices officiels et la façon plus que fantaisiste dont ils sont établis. Le Préfet convoque un certain nombre de patrons, mercantils et soi-disant représentants des consommateurs. En quelques minutes ces messieurs établissent la série des prix des diverses marchandises entrant dans le calcul de l'indice. Si c'est exact, tant mieux. Si ce n'est pas, c'est le même prix. Mais, comme il n'y a que des parasites sociaux dans une Commission, et que lesdits parasites ont une tendance naturelle à mettre les indices au plus bas afin que les travailleurs n'en prennent pas prétexte pour revendiquer un réajustement des salaires, les fameux indices sont toujours et systématiquement inférieurs à la réalité.

Tantôt on prendra les prix de gros, ou de demi-gros, ou de détail. Tantôt l'on comparera le prix d'une paire de chaussures en carton — fabrication ultra-moderne — avec celui d'une solide paire de souliers en cuir d'aparaissant. Et ainsi de suite. Ce qui n'empêchera les journalistes, les politiciens, les économistes, les statisticiens, les pseudo-savants de dissertar avec l'accent technique le plus sérieux sur les indices ainsi établis.

La chronique humoristique s'est longtemps divertie avec les histoires de Glozel — qu'on n'a d'ailleurs pu jamais trancher, policiers et magistrats s'en étant mêlés, ce qui était le plus efficace procédé pour que la vérité n'apparaisse jamais.

La statistique dite économiste n'a rien à envier à l'anthropologie, à ce sujet. Si l'on pouvait filmer et imprimer sur la cire d'un rouleau de phonographe les séances des Commissions officielles des indices du coût de la vie, ce serait un éclat de rire général. Ce qui serait un traitement encore plus doux pour les statisticiens en question que les coups de pied au derrière qu'ils mériteraient.

Mais laissons-là ces messieurs, leur bluff, leur chiqué et leur optimisme de commandement. Le vulgaire « homme de la rue », et encore mieux la ménagère, savent beaucoup mieux à quoi s'en tenir.

Ceux ou celles qui ont la louable habitude d'inscrire leurs dépenses sur un carnet de ménage — s'ils ont la pensée de les conserver — pourraient, en les comparant, depuis quelques années, situer plus exactement le problème, et « faire le point » d'une façon plus précise.

Qu'on me permette néanmoins de faire remarquer qu'on a le droit d'être réveur et peu enthousiaste quand on nous parle des bienfaits d'un collectivisme ou communisme d'Etat, où toutes les questions économiques seraient établies, discutées et tranchées par des fonctionnaires très savants et bien nantis ; par des « techniciens » dans le genre de ceux qui opèrent dans les Commissions officielles.

Quand on lit, actuellement, des articles très graves et très techniques, consacrés à cette question de la vie chère, on se demande s'il faut en rigoler ou se mettre en colère.

Rien de plus inepte ni de plus grotesque. Plus on lit de ces études et moins l'on comprend quelque chose.

Je ne tenterai même pas de discuter les idioties que la presse nous présente. Ce serait perdre mon temps et celui des lecteurs en même temps.

La mauvaise foi et le mensonge sont devenus articles courants dans le monde des écrivains professionnels. On débite un article ou un livre comme on fabrique une casquette, au goût du client, ou, plutôt, au goût de qui paie la marchandise, pour la faire consommer aux autres.

Les économistes changent de théories tous les six mois. S'ils tentent d'expliquer les phénomènes, c'est dans l'unique but de les justifier. L'économie politique et so-

cial est, aujourd'hui plus que jamais, un petit volier qui va où le vent le pousse.

Il y a dix ans, on criait qu'il fallait produire, encore et toujours, pour que l'intensité de la production inonde les marchés de produits et en fasse baisser les prix. Qui parle maintenant de cela ? Au contraire, la surproduction industrielle et la fécondité agricole sont considérées, à l'égard des catastrophes naturelles.

Les prix montaient quand la production était faible, ils baissent encore quand elle est forte.

L'intensification des procédés mécaniques, la rationalisation des méthodes de travail devaient apporter une diminution des prix de revient et, par conséquent, du prix de vente. Rationalisons ! Rationalisons encore et toujours ! Allez donc voir si ces moyens ont fait baisser d'un sou les prix de la carotte, du pain, des complets et des parapluies ?

Il n'est pas jusqu'au gouvernement qui met le comble à l'art de se payer la tête du public en annonçant, d'une part, qu'il va lutter énergiquement contre la vie chère, et, d'autre part, proclame qu'il va prendre toutes les dispositions possibles pour empêcher le prix de certaines choses — le blé, par exemple — de baisser et qui multiplie et aggrave les droits de douane et autres mesures de vie chère.

Je pourrais multiplier les exemples. Mais, je le répète, celui qui peut y comprendre quelque chose, en lisant simplement la presse, n'est certes pas un humble mortel comme vous ou moi ; il doit posséder la double vue et cultiver le spiritisme.

Il y a toujours, *ultima ratio*, l'argument bouche-trou, celui qu'on sort quand on n'a plus rien d'autre à dire. C'est la faute à la spéculation. C'est bientôt dit. (Lire la suite en deuxième page.)

## POUR BERNERI

C'est le 15 octobre que notre camarade Berneri comparait devant les juges de la 13<sup>e</sup> Chambre correctionnelle.

C'est le 10 octobre que se tiendra, aux Sociétés Savantes, le grand meeting que nous organisons en faveur du proscrit si abominablement pourchassé. Nous demandons à tous nos lecteurs de ne pas l'oublier.

Dans le prochain numéro, nous indiquons le nom des orateurs qui prendront la parole à cette manifestation en faveur du droit d'asile, et nous donnerons connaissance du texte de l'affiche que nous apposerons dans Paris à cette occasion. — Le Comité du Droit d'Asile.

## Notre situation

Comme nous l'avons expliqué la semaine dernière, la période estivale n'a pas été brillante pour notre journal.

La Commission Administrative de l'U. A. C. R. a pris plusieurs décisions, que nous ferons connaître dans les prochains numéros.

Si les camarades y mettent de la bonne volonté, nous pourrions, en peu de temps, remonter le courant. Nous sommes assurés, avec l'aide de nos compagnons, de faire du Libertaire un organe puissant, et de l'U. A. C. R. une belle organisation anarchiste.

Camarades qui êtes d'accord sur le manifeste adopté au dernier Congrès, aidez-nous à mettre les idées qu'il contient en pratique.

Faites vous aussi le maximum d'efforts : recrutez des abonnés ; trouvez-nous des dépositaires ; organisez, dans chaque réunion, la vente de notre journal.

Que tous ceux qui le peuvent nous envoient leur souscription.

Nous le répétons : avec de la bonne volonté, en peu de temps, nous pouvons redresser notre situation.

Mais encore faut-il que chacun y mette du sien. La Commission Administrative.

## LES HITLÉRIENS, FEU SEMBAT ET M. JACQUES BAINVILLE

par EPSILON

Le Soir daté du 21 septembre, publiait sous le titre : « Marcel Sembat prévoyait, dès 1922, l'Allemagne actuelle », un extrait d'un livre posthume de ce dernier.

Cet examen de l'Allemagne écrit il y a huit ans, semble écrit d'hier. Nous voulons en croire la conclusion trop pessimiste. Mais comment ne pas admirer cette juste prévision des conséquences d'une politique déplorable et d'un traité mal fait ?

Marcel Sembat a été une personnalité importante du parti socialiste et de la franc-maçonnerie et des milieux de gauche en général. Pendant la guerre, il occupa, avec sa distinction habituelle, le poste de ministre d'Union sacrée des Travaux publics, avec le non moins distingué Léon Blum comme chef de cabinet.

Voyons donc ces prévisions que l'on nous convie à « admirer ».

Nous avons lu — depuis l'armistice — l'Allemagne aux pangermanistes.

Les hommes de paix, les partisans sincères d'un développement économique opposé au militarisme, se taisent, l'un après l'autre, et perdent toute influence. Nous leur avons retiré leurs arguments.

Tout Allemand qui réfléchit arrive à se convaincre que la condition préalable de tout relèvement est l'abolition du traité de Versailles et, par conséquent, la revanche.

De plus, il voit les anciens alliés divisés. L'Angleterre et l'Italie se rapprochent de l'Allemagne et s'écartent de la France, qui, seule, reste hostile et menaçante. L'entente est faite avec les Russes.

Comment voulez-vous que, servis par les circonstances et fortifiés par nos fautes, les militaristes allemands ne soient pas écoutés ?

Il est certain que l'élection triomphale d'une centaine de hitlériens n'est pas pour donner complètement tort à ces prévisions de Marcel Sembat.

Et puis, si nous ne voulons pas du kaiser, soit ! Il attendra, en réserve, pendant que le parti militaire, maître du pouvoir, prépare l'action.

L'issue n'est pas douteuse ! Le peuple allemand, savamment travaillé par les Universités, fouaillé par les revanchards, exaspéré par nos exigences, sera tout prêt pour le soulèvement. Allemands et Russes joindront leurs forces en Pologne et nous serons seuls.

Ce sera la revanche de l'Allemagne et quelle revanche ! et déplorée dans un style où l'on reconnaît au passage les plus usuels clichés prodigués pendant la guerre de la Démocratie, de la Justice et du Droit.

La nouvelle Allemagne, agrandie de l'Autriche, de la Bohême, de la Hongrie, sera impériale plus que jamais et plus que jamais militaire.

Elle sera bismarckienne, et reine par la puissance et la force.

Ce n'est pas la paix de Versailles qui sera déchiée. Nous nous en fichions pas mal, de cette sale paix traitresse ! Mais c'est toute paix, toute idée du droit international. Bismarck est vainqueur ! Bismarck avait raison, puisque les Français vainqueurs sont devenus bismarckiens.

Cette hégémonie allemande, cette grande Allemagne conduisant l'univers vers le progrès économique, au pas de parade, que Guillaume II entrevit peut-être en août 1914, la voici née de la revanche. Elle peut, à son gré, prendre, pour le moment, figure libérale ou autoritaire. Elle associe volontiers de grandes réformes populaires, à ses triomphes guerriers. Elle peut très bien laisser la Russie aux Soviets, belle colonie pour ses grands directeurs industriels et pour ses contremaîtres. Elle peut respecter la France vaincue et déclarer la paix au monde, noblement, ou nous asservir et nous faire travailler à son profit. Tout cela sera du provisoire et de l'éphémère. La réalité durable et solide sera sa domination établie sur l'Europe d'abord, et plus tard étendue à tout l'univers.

Tel est l'infaillible destin où l'Europe actuelle s'achemine. La revanche allemande, la suprématie militaire de l'Allemagne sur le monde ne sont pas des possibilités pour demain, mais des certitudes.

On peut estimer en effet, que ces vœux « infallibles » d'un ancien chef de la Défense Nationale, ne sont pas de nature à élever à un très haut niveau le « moral de l'armée et des populations »... La prochaine fois. Nous en laissons toute la responsabilité à leur défunt auteur.

\*\*

Par une coïncidence assez bizarre, presque en même temps paraissait dans l'Action Française, un article de M. Jacques Bainville, spécialiste des affaires étrangères, grandement réputé dans les milieux réactionnaires, et dont nous découpons les passages suivants :

Au lendemain des élections allemandes et de l'apparition, en coup de foudre, du phénomène Hitler, nous demandons au lecteur la permission de nous citer nous-mêmes, non pour la vanité de « l'avoir bien dit », mais pour l'intelligence des événements actuels et de ceux qui suivront.

En 1920, nous avions publié un livre écrit au lendemain de la signature des traités et qui était intitulé : Les conséquences politiques de la paix. Politiques et psychologiques, c'est la même chose. Nous essayions de montrer quels pourraient être les effets de cette paix et nous écrivions dans un chapitre qui s'appelait « Les Allemands débiteurs des Français », aux pages 71 et suivantes :

« Nous admettons, pour la commodité de l'exposition, que l'Allemagne restera républicaine et qu'elle sera une démocratie selon le mode et la conception des nations occidentales. Cette Allemagne démocratique, elle a à payer aux alliés les frais de la guerre, à réparer les dommages immenses dont elle s'est rendue responsable. Il résulte de là que soixante millions d'Allemands formant un seul Etat, ayant derrière eux un grand passé, sont condamnés à payer une redevance dont le règlement s'étendra sur deux générations au moins. Juste et même insuffisante pour nous, cette redevance est ressentie comme exorbitante et inique par l'Allemagne. A mesure que s'éloigneront les souvenirs de la guerre et l'impression de la défaite, la force de ce sentiment croitra. Insensés seraient les Français qui compteraient sur l'amitié du peuple allemand, devenu leur débiteur, qui compteraient même, chez le vaincu, sans le désir naturel de détruire un traité qui l'oblige à travailler trente ou cinquante ans pour acquiescer sa dette. Il faudrait, pour le contenter, qu'elle fût réduite à zéro. »

En effet, les réductions successives que cette dette a subies depuis dix ans n'ont rien changé à la disposition naturelle du débiteur et Hitler a trouvé l'Allemagne plus excitée contre le plan Young qu'elle ne l'avait été contre l'état des paiements

## COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE

# Pour Pons et Blanco Deux hommes à sauver !

La Dictature Espagnole est tombée sous la réprobation de tous les honnêtes gens. Elle a causé des ruines, des souffrances et des iniquités innombrables.

Deux de ses victimes, deux travailleurs : PONS et BLANCO, échappés de la prison de Figueras, se sont réfugiés en France. Arrêtés à Perpignan, ils sont emprisonnés depuis plusieurs mois.

Sous la pression des autorités espagnoles qui demandent leur extradition, le gouvernement français semble vouloir souscrire à cette demande en rendant à leur pays d'origine ces deux évadés « condamnés injustement ».

Ce serait une iniquité, car l'examen sérieux de leur dossier a démontré qu'ils avaient été arrêtés et condamnés parce qu'ils étaient « militants syndicalistes ». C'est donc bien pour délit d'opinion qu'ils ont été frappés.

La Dictature Espagnole a été une véritable calamité publique. Des gens de toutes conditions : étudiants, professeurs, officiers républicains, ouvriers syndicalistes, anarchistes, socialistes, communistes, ont été persécutés et emprisonnés par la dictature du sinistre « Primo de Rivera ».

La dictature a sombré sous le poids de ses crimes et de ses excès, et malgré un semblant d'amnistie, les victimes restent encore nombreuses.

Pourtant, et malheureusement comme toujours, si certaines personnalités ont bénéficié de cette amnistie, PONS et BLANCO, modestes travailleurs, militants obscurs, ainsi que des milliers d'autres, sont encore dans les prisons, où, comme c'est le cas pour PONS et BLANCO, en péril d'être à nouveau livrés aux bourreaux espagnols.

EST-CE JUSTE ? EST-CE POSSIBLE ?

De toute évidence, non ! Les traditions d'hospitalité, le souci de la liberté individuelle ne doivent pas être de vaines formules.

A la carence gouvernementale, l'opinion publique doit y suppléer.

PONS et BLANCO, victimes des machinations des tortionnaires espagnols, ne doivent pas être extradés.

ILS DOIVENT ETRE LIBERES SANS DELAI.

« Le Comité de Défense Sociale » développera dans ce meeting les procédés employés pour perdre ces deux hommes de cœur. Il étalera sous les yeux de tous, les infamies contenues dans le dossier de l'affaire. Il donnera lecture de lettres des avocats défenseurs, qui, pour avoir voulu soutenir l'innocence de ces deux hommes, se virent poursuivis, arrêtés, mis au secret et leurs domiciles cambriolés.

Il prouvera les machinations odieuses de la police, qui accusèrent ces deux révolutionnaires de faits dont ils sont absolument innocents.

Travailleurs manuels et intellectuels, venez tous affirmer votre volonté de défendre le « droit d'asile » et la « liberté individuelle », en assistant en masse au

# GRAND MEETING

qui aura lieu le

VENDREDI 26 SEPTEMBRE, à 20 h. 30

GRANDE SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

8, Rue Danton, 8

ORATEURS :

P. BESNARD  
de la C.G.T.S.R.

Han RYNER  
Homme de Lettres

LE PEN  
du C.D.S.

Georges PIOCH  
Homme de Lettres

Paul LOUIS  
Publiciste

Sébastien FAURE

Louis LOREAL  
de l'U.A.C.R.

Suzanne LÉVY  
Avocat du C.D.S.

Ouverture des portes à 20 heures

Métro : Saint-Michel, Odéon

Participation aux frais : 2 francs



de 1921 qui lui imposait des charges bien plus fortes.

Mais nous écrivions encore un peu plus loin :  
« A moins d'un acte de foi (qui ne peut se donner rationnellement) dans l'influence bienfaisante de la démocratie ; à moins de croire sans examen que l'Allemagne nouvelle, touchée de la grâce, se convertira à l'idée qu'elle est une grande coupable, une grande pécheresse, qu'elle a mérité son sort et qu'elle expie justement ; à moins, pour tout dire, qu'un coup de baguette magique ait changé, non seulement, la nature humaine et la nature des choses ; à moins de cela, toutes les vraisemblances (et le devoir de la politique est d'en tenir compte) sont pour que l'Allemagne resente, et ressent de plus en plus comme insupportable la traite du 28 juin. Toutes les vraisemblances sont pour qu'elle prenne à tâche de s'en débarrasser et de la détruire, avec les moyens qui peuvent rester à sa portée : millions d'hommes pour briser leurs chaînes... »

Il serait inutile d'insister sur ce qu'il y a de commun dans ces appréciations émanées d'hommes d'opinions politiques plutôt divergentes.

Ces appréciations n'ont, d'ailleurs, rien de bien inattendu. Et ce qui est bizarre, c'est plutôt l'étonnement scandaleux de certains en présence du succès des communistes ou des social-nationalistes en Allemagne.

On ne voit pas de raisons pour qu'un patriote allemand se déclare bien satisfait du traité de Versailles et du plan Young. Et l'on ne voit même pas pourquoi un Allemand antipatriote en serait enthousiaste.

Et quant aux chauvins qui chantent qu'ils veulent battre victorieusement les Français, ils sont exactement dans le cas des patriotes français qui préparaient plus ou moins bruyamment leur revanche.

Les hitlériens, et les communistes aussi, ont su spéculer sur l'état de misère et de crise générale et sur des motifs de mécontentement dont quelques-uns étaient parfaitement justifiés.

Si leurs succès ne devaient que saboter le plan Young et, par ricochet, les paiements internationaux et l'hégémonie de la finance américaine, ils auraient un bon côté. Ils peuvent en avoir de beaucoup plus dangereux et que tout le monde prévoit, tout en préconisant les moyens les plus appropriés pour les prévenir.

Les amis de M. Jacques Bainville prétendent que l'on ne peut éviter la catastrophe que par des préparatifs de guerre formidables.

Les frères et disciples de Marcel Sembat imaginent tout arranger au moyen de quelques paroles internationales, de quelques habiletés diplomatiques qui ne changent rien et ne pouvant rien changer au fond des choses, tout en prévoyant la meilleure des défenses nationales.

Il faut évidemment chercher ailleurs la bonne solution de ce problème angoissant.

En Allemagne, en France et ailleurs, des hommes, pas assez nombreux encore, eurent à la préparer, contre toutes les forces sociales organisées, contre tous les partis de droite et de gauche.

EPSILON.

## PROPOS D'UN PARIA

Chacun sait que le doux pays du Languedoc est une contrée favorisée en ce sens qu'elle compte, comme dirait un mien ami, plus de bons vivants que tout le reste de la terre. Est-ce l'influence du soleil ? Toujours est-il qu'on n'aime point en ces parages aimables les gens à la triste figure.

Naturellement, pour être théoricien d'un parti politique, on n'en est pas moins Languedocien. C'est ce qu'a dû se dire, dimanche dernier, le citoyen Vincent Auriant, député-maire socialiste de Muret.

Il s'agissait de fêter la mémoire de Clément Ader, le premier qui essaya de mettre en pratique la théorie du plus lourd que l'air avec son « homme-oiseau ».

Clément Ader était donc un natif de Muret, et on inaugurerait, dimanche passé, un monument à sa gloire.

Evidemment, quand nos enfants auront assisté à la prochaine dernière, quand on aura vu les avions venir déverser des tonnes de gaz asphyxiants sur les populations ; quand on aura, par le moyen de cette « merveilleuse conquête de l'homme », anéanti des villes entières et plongé le monde dans un abîme de stupeur horrifique, on ne songera peut-être pas à se rendre en pèlerinage à Muret, devant le monument à Clément Ader, pour le louer d'avoir « ouvert la voie des airs ».

Mais comme nous n'en sommes pas tout à fait là, on a donc fait largement les choses.

Le maire internationaliste de Muret avait fait disposer sur un vaste amphithéâtre de bragues roses des enfants habillés les uns en bleu, d'autres en blanc et le reste en rouge. Ce qui faisait comme un immense drapeau tricolore.

Puis il prononça un discours au cours duquel il se félicita que ce soit un Muretain qui ait, le premier, ouvert la « grande cage du ciel ».

Et, enfin, pour terminer le tableau, Auriant, proclama Laurent-Eynac citoyen de Muret.

L'après-midi, pour se reposer de cette manifestation patriotique, on se livra à une controverse entre Auriant et le maire de Toulouse. Chacun réclama pour sa ville le titre de capitale du Languedoc.

Et voilà à quoi passent tout temps les membres influents du Parti socialiste (car l'ineffable Bouisson était de la fête) : se livrer à un nationalisme échevelé, faire des gosses une espèce de chiffon tricolore... et ensuite se livrer à la gaufrette.

Car, dans le Midi on est gai — et les socialistes de la bas se montrent bouffis d'hilarité.

Sans doute en pensant qu'il y a encore de pauvres bourgeois d'électeurs qui croient à leur sincérité.

Aristobole.

## AVIS TRES IMPORTANT

Le local de la Librairie d'Éditions Sociales étant provisoirement fermé, nous prions les camarades qui nous ont fait des commandes de bien vouloir patienter quelques jours.

## Les incertitudes de la science économique

### III. Capital, Propriété foncière, Revenus, Rentes

**Capitalisme financier.** — Le capitalisme financier dérive du capitalisme commercial. Les monnaies ne sont pas les mêmes dans les divers pays. Le négociant qui revient de l'étranger doit faire le change des espèces qu'il rapporte lorsque la différence de valeur entre la cargaison importée et les marchandises ramenées a donné lieu à une soule en numéraire. La monnaie métallique est un mélange de pièces de toutes sortes, de poids, et de titres divers. Le marchand eût été embarrassé pour en apprécier la valeur. Il fallait recourir à des spécialistes faisant commerce des métaux précieux, les recevant en dépôt et les inscrivant au compte des dépositaires.

De plus, à certaines époques, ni les routes, ni même les lieux habités n'étaient sûrs. Au lieu de garder l'argent chez soi, on le mettait en garde chez un orfèvre qui en délivrait un reçu. Ce fut du moins l'usage en Angleterre, où les reçus s'appelaient goldsmith's notes, bons d'orfèvre. Ces bons, circulant sur les chemins, risquaient moins de tenter les voleurs qui n'auraient su les utiliser. Ailleurs, le rôle de dépositaires fut tenu par des religieux. On s'aperçut vite qu'il était plus avantageux de consacrer l'argent à des prêts que de le laisser dans des caves. Des lors, l'effet de crédit, la monnaie fiduciaire entraient en usage.

Toutes ces pratiques remontent à une très haute antiquité. « De bonne heure, des spécialistes (du maniement des capitaux) devinrent nécessaires. Ainsi naquit la banque. Les premiers banquiers paraissent avoir été, du moins à Athènes, ces changeurs ou trapézites, d'abord installés sur le marché même, derrière leurs petits comptoirs en forme de tables (sur tréteaux à quatre pieds en trapèzes). Peu à peu, leur activité s'étendit au change des monnaies, s'ajoutèrent différentes opérations financières et commerciales. » (Toutain.)

Ils participaient à la rédaction de contrats qu'ils gardaient en dépôt, comme nos notaires. Ils ouvraient des comptes courants à leurs clients, dont ils se chargeaient de faire les paiements et auxquels ils consentaient aussi des avances. Ils faisaient le change de place à place. Ils prêtaient de l'argent à des particuliers et parfois à des cités.

Ainsi se constituèrent des puissances financières. Par des plaidoiries d'avocats, nous pouvons suivre la marche d'une banque au V<sup>e</sup> et au IV<sup>e</sup> siècles avant notre ère. L'un des trois directeurs connus laisse une fortune de 350.000 francs, somme considérable pour cette époque.

La conquête d'Alexandrie généralisa le système dans tout l'Orient. « Dans beaucoup de villes grecques, surtout des îles de la mer Egée et de l'Asie Mineure, ainsi qu'en Egypte, existent des banques publiques et des banques privées, qui reçoivent des dépôts, le plus souvent, en espèces, parfois aussi (c'était le cas en Egypte) en nature (varements actuels), qui établissent, au nom de leurs clients, de véritables comptes courants, qui délivrent des lettres de crédit et procèdent à des virements d'un compte à un autre compte. Chaque banque a des correspondants dans d'autres cités ou dans d'autres pays. »

La banque ne restait pas confinée dans la partie orientale du bassin méditerranéen. A Carthage, « l'aristocratie n'estimait pas déchoir en consacrant ses ressources et son activité aux affaires. Carthage fut une des cités antiques où le capitalisme fut le plus puissant et pesa du poids le plus lourd sur les destinées de la nation ».

D'abord plus agricole que commerçante, Rome entra plus tardivement dans le mouvement financier. Pendant les quatre premiers siècles de son histoire, elle est restée très pauvre en métaux précieux. Pour les échanges qui ne s'opèrent pas en nature, on se sert de cuivre pesé à la balance. Ce n'est qu'au milieu du V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, que des lingots, de cuivre estampillés lui donnent une monnaie véritable.

Mais : « La conquête romaine, dès le milieu du IV<sup>e</sup> siècle, bouleversa de fond en comble cette économie séculaire. Elle provoqua un afflux ininterrompu de métaux précieux sous deux formes fondamentales : le butin au jour de la victoire, l'exploitation méthodique au lendemain de l'occupation. » (Homo.) « Des publicistes et des théoriciens modernes attribuent au régime capitaliste la responsabilité des guerres qui bouleversèrent le monde sous nos yeux. Pendant les siècles qui ont immédiatement précédé l'ère chrétienne, c'est de la guerre qu'est né, à Rome, le régime capitaliste, parce que les victoires répétées des légions ont eu pour résultats immédiats et lointains, directs et indirects, d'envoyer soit dans les caisses de l'Etat, soit aux mains de certains individus, d'immenses richesses. » (Toutain.) Constatons que guerre et capitalisme sont en liaison intime, s'appellent mutuellement et se succèdent, comme la recherche des aliments et la digestion.

Le capitalisme, à Rome, acquit une ampleur considérable et prit des formes nouvelles. « Jusqu'à la fin de la République, le système de l'adjudication et du fermage fut prépondérant dans l'administration des finances romaines. Qu'il s'agit de travaux publics à exécuter, de fournitures militaires ou autres, de transports par voie de terre ou de mer à assurer, toutes opérations qui entraînaient des dépenses, qu'il s'agit de domaines à exploiter, d'impôts ou de redevances à percevoir, c'est à dire de recettes à faire rentrer dans le Trésor public, le gouvernement romain ecarta presque toujours le procédé de la régie et préféra s'adresser à des intermédiaires... Des capitaux de plus en plus importants étaient nécessaires à qui voulait se présenter aux adjudications. Il y fallait des ressources collectives. Ces ressources furent obtenues par la création de sociétés ou compagnies financières, les sociétés de publicains, montées par actions. Les actionnaires des sociétés de publicains se recrutaient dans toutes les classes, chez les sénateurs, à qui la loi interdisait de prendre part personnellement aux adjudications, chez les chevaliers (haute bourgeoisie) qui se consacraient de préférence aux grandes affaires, même chez les citoyens de

condition modeste, qui trouvaient dans ces actions des placements rémunérateurs. »

Tout ce monde de trafiquants s'entendait contractait des alliances comme de nos jours. « Comme leur champ d'action était différent, les compagnies de publicains ne risquaient pas d'entrer en concurrence et, tout au contraire, au lieu de se combattre, elles étaient amenées à se soutenir réciproquement, la participation aux uns n'excluant pas la participation aux autres. Solitaires entre elles, elles l'étaient également des individualités en apparence isolées qui gravitaient dans leur sphère et notamment des banquiers. » (Bloch.)

« La spéculation suppose une Bourse, et Plaute nous a laissé, de celle qui se tenait dans la capitale, une description vivante ou il est curieux de retrouver ce que nous connaissons, ce que nous voyons, la même foule, bruyante, qui empile de ses clameurs la colonnade de la rue Vivienne, les gros financiers, les hommes considérables circulant gravement dans la région intérieure du Forum, et tout un monde interlope d'agitateurs de bas étage, tout un demi-monde s'agitant au-dessous d'eux. » (Homo.) A tout cela, il faut joindre les spéculateurs sur les loyers, les immeubles, les terrains, les expropriations.

Et tout ce monde de la finance pesait d'un poids très lourd sur les affaires publiques. Ils tenaient dans leurs mains les prétendants à la dictature, auxquels ils prêtaient à gros intérêts, de 12 à 48 %. L'empereur César était dans leur dépendance. Ils réalisaient d'immenses fortunes, celle de Crassus, le commanditaire de ce dernier, n'était pas inférieure à 35 millions de francs-or.

D'ailleurs, de grandes crises pouvaient résulter des vicissitudes de la politique extérieure. Il y eut à Rome de vraies paniques financières.

Les invasions barbares, la chute de l'Empire Romain entraînaient un long temps d'arrêt dans le développement du capitalisme financier. En Occident du moins, car à Byzance, à côté des orfèvres qui travaillaient l'or, les perles et les pierres précieuses, on remarque les « banquiers dont le nombre atteste l'importance qu'avait le commerce de l'argent ». Si les métaux précieux surabondaient à l'est de l'Europe, ils manquaient à l'ouest. La rareté du numéraire est telle que les services doivent se payer en nature. Le salariat même, dans le monde rural, est rendu absolument impraticable. (J. Calmette.)

D'autres obstacles s'opposent au crédit et à la spéculation. Il faut tenir des écritures. Or l'instruction fait défaut et le papier manque. Le monde antique connaissait le papyrus. Mais la conquête de l'Egypte par les Arabes a privé l'Europe de la matière première, le papyrus. Jusqu'au jour où on aura su utiliser le chiffon, on ne dispose que du coûteux parchemin. Une autre cause de la régression de la finance, est l'interdiction, par l'Eglise, du prêt à intérêt. Mais il est, avec l'Eglise, des accommodements.

Dès que la tranquillité renaît, des villes s'édifient à l'abri des châteaux féodaux et épiscopaux. L'industrie y repart et, si la ville est sur une grande voie de communication, le commerce également, surtout s'il s'agit d'une ville épiscopale. « Les incessants besoins financiers des établissements ecclésiastiques firent bientôt surgir, à côté d'eux, une classe puissante de manieurs d'argent qui, malgré l'interdiction du prêt à intérêt, parvinrent à acquiescer, grâce à des avances au taux de 30 et 50 %, des fortunes imposantes. » (Pirenne.)

Les foires où se traite le commerce international sont encombrées de monnaies de toutes sortes. Il faut de nouveaux changeurs. Les routes sont peu sûres, on préfère y faire circuler des effets de commerce que du numéraire. « C'est dans ces foires qu'on use surtout, et de bonne heure, sûrement dès le XI<sup>e</sup> siècle, des lettres de foire et des lettres de change. Le règlement des comptes après s'être fait au comptant, se fait aussi à terme. Puis on procède à l'extinction des dettes de change par voie de compensation, c'est le virement de parties ou *secontation*. » C'est dans les foires... que les marchandises et l'argent cessent d'être des objets de consommation pour devenir des capitaux. « Les religieux eux-mêmes qui ont des établissements en tous pays, tels les Templiers font le commerce de l'argent, et des titres. L'avidité de la royauté met fin à leur trafic et la papauté elle-même parait leur accorder peu de confiance. Pour faire rentrer les contributions de l'étranger, elle a recours aux banquiers florentins qui joignent le trafic de l'or à celui des marchandises, par exemple lorsqu'il s'agit de faire verser le denier de Saint-Pierre par l'Angleterre productrice de laine. « Une compensation élémentaire s'établissait entre la créance politique de la Curie et la dette commerciale des drapiers de Florence. »

« Les Fugger d'Augsbourg ont leur succursale à Rome ; ils s'intitulent changeurs suivant la cour romaine, et c'est l'un des éléments de leur colossale fortune. On sait le rôle qu'ils ont joué dans la grande opération des indulgences. » (Comment Tezel, dans sa tournée de prédication, était accompagné d'un employé de banque qui tenait la caisse. » (H. Hauser.)

Des sociétés en commandite et par actions se constituèrent de bonne heure. Dans les ports du Nord et de la Méditerranée pour affréter des navires. Les traversées étant longues et le cours des denrées incertain au retour, il y avait la matière à spéculation. A Toulouse, « les moulins sur bateaux furent détruits en 1182 par une inondation. Le comte Raymond V accorda un terrain sur la rive gauche du fleuve, afin d'y appuyer une chaussée et d'établir des « moulins terriers ». Or, les parts de l'outillage industriel ainsi créées furent rendues négociables. Le parage industriel engendra donc l'action. En 1283, des femmes, des enfants possédèrent des parts ; en 1342, on en trouve entre les mains d'hommes de loi qui ne sont en aucune façon des metteurs. » (Calmette.)

(A suivre).

G. GOUJON.

## LA VIE CHÈRE SOCIÉTÉ DES NATIONS

(Suite de la 1<sup>re</sup> page).

Seulement, la chose n'est pas aussi simple. Ou tout au moins, il faudrait discerner. Sommes-nous en présence d'une bande de spéculateurs occupés à chambouler les prix, pour pouvoir opérer de fructueux coups de bourse ?

Cela est certainement exact, pour quelques-uns et pour quelques cas. Mais ne saurait tout expliquer.

Un spéculateur pratique aussi bien ses coups de bourse sur la baisse que sur la hausse.

Rien n'est plus lucratif, pour cette honnête corporation, que les courbes en « montagnes russes » du coût de la vie. Connaissant par avance la hausse et la baisse, parce qu'ils sont à la source des renseignements et qu'ils savent les provoquer eux-mêmes, ils réalisent ainsi de beaux coups de filets, aussi bien quand les prix dégringolent que lorsqu'ils montent vertigineusement.

Le phénomène de la vie chère — s'il a de ces variations de détail — présente au contraire, une unité d'ensemble très fortement marquée.

Déjà, avant la grande boucherie, le coût de la vie se présentait comme une ascension lente, continue, constante. Mais, depuis, cette montée s'est accentuée brutalement. La côte est plus dure, et voilà toute la différence.

Quelles que soient les conditions économiques : mauvaise ou bonne saison ; modérisme ou archaïsme de la production ; libre échange ou protectionnisme ; chômage ou prospérité ; on voit le même mouvement continuer : les prix montent, montent et montent. S'il leur arrive parfois de baisser, c'est pour un très court laps de temps, mais l'on ne recule que pour avancer plus loin. Je suis même persuadé que ces brefs moments de baisse ont surtout la spéculation pour origine.

La vie chère est un phénomène social qui s'étend à toutes les nations, quelles que soient la forme politique du gouvernement, les étiquettes des gouvernants, la religion dominante, le degré d'industrialisation.

La vie chère est indépendante, en gros, des formes politiques et des modalités économiques.

C'est un phénomène uniquement moral. Tout y contribue et y pousse, et tant que durera le régime social actuel, tant que l'ascension du coût de la vie continuera sa marche méthodique et implacable.

La vie chère provient directement du parasitisme social qui se développe continuellement et atteint aujourd'hui, la moitié environ de la population valide.

Parasitisme commercial, dénommé mercantilisme. On veut faire fortune de plus en plus rapidement et tous les moyens sont bons. Chacun fuit le travail producteur mais non rémunérateur, pour se muer en intermédiaire aux opérations plus ou moins lucratives.

Parasitisme patronal. La même mentalité que chez les mercantis, développement intensif de l'exploitation.

Parasitisme des fonctionnaires, ils sont environ le million en France, le dixième de la population valide, et ce sont les plus utiles qui savent le mieux revendiquer leurs droits. Au service de l'Etat ou des Administrations, le mieux payé est celui qui ne fait rien et n'a aucune responsabilité.

Parasitisme dans les professions libérales, la magistrature, le barreau, les hommes sortant des facultés de droit, de médecine et autres.

Voilà la fourmilière de grippe-sous qui infectent les alentours des palais de justice, voyez les médecins mercantis de la santé, les apothicaires créateurs de spécialités, etc.

Et, enfin, parasitisme d'une caste dite de techniciens, peaux-d'ânes ayant décroché des diplômes et se les faisant payer cher. Cette manie — ou ce bluff — du technicien qui n'a que de lointains rapports avec le travail, du technicien qui commande et regarde faire, a pénétré les organisations mêmes du progrès social — voyez coopération — et en augmente les frais généraux.

Je m'arrête. Dressez la liste effrayante, effarante, des parasites de toute espèce, qui vivent au détriment de tous ; voyez la multiplication rapide de ce parasitisme et vous comprendrez la vie chère, et vous saisissez qu'aucun remède, au sein du régime social, ne peut mettre entrave à ce fléau.

Qu'on mette en pratique, sérieusement et non pas par démagogie et bluff, cette phrase : « Qui ne travaille pas ne mange pas » et la question de la vie chère pourra être rayée des préoccupations humaines.

Georges BASTIEN.

## RÉGION PARISIENNE

Tous les camarades appartenant à l'Union Anarchiste Communiste sont invités à assister à

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

qui aura lieu le

Samedi 4 Octobre, à 20 h. 30

SALLE GARRIGUES

20, Rue Ordener

Ordre du jour :

1<sup>re</sup> Notre position devant les décisions du Bureau de la Fédération ;2<sup>o</sup> L'organisation de la propagande anarchiste communiste sur les bases des décisions prises au dernier Congrès.3<sup>o</sup> Questions diverses.

Nous insistons pour que tous les membres des groupes de la Fédération se trouvent à cette réunion.

C'est un spectacle lamentable que celui que la Société des Nations nous offre depuis une dizaine d'années. Non seulement elle n'aboutit à aucune solution, mais de toute évidence ses membres n'en veulent point. Non pas qu'ils rêvent à proprement parler de guerre. Nous ne le croyons pas, du moins, mais il est résulté de la guerre un état de mécontentement universel ; les vaincus se lamentent pour tout ce qu'ils ont perdu, et les vainqueurs pour tout ce qu'ils n'ont pas gagné. Ajoutez une crise économique devenue universelle, une méfiance de chacun pour le restant du monde, une sourde agitation d'éléments subversifs aussi bien que fascistes, et il est aisé de comprendre que nulle entente féconde, nulle œuvre de grande envergure pour pacifier le monde n'est possible de la part de la Société des Nations. Seule consolation, les progrès techniques et scientifiques n'en continuent pas moins à se développer et si l'on se reporte au passé, nous sommes amenés à constater, quoique la misère soit loin d'avoir disparu, hélas ! que l'hygiène, l'instruction, la tenue de vie se sont améliorées et cela malgré la boucherie mondiale et tous les maux qui en ont découlé, si bien que nous nous demandons quelle aurait pu être, malgré tout, la situation, sans le gaspillage fou et la destruction criminelle de cinq ans de guerre.

L'avenir reste sombre avec ses trois perpétuelles menaces : chômage, fascisme et guerre. Elles sont inhérentes au régime capitaliste et étatique lui-même et il serait absurde d'espérer qu'exploiteurs et gouvernants veuillent jamais autre chose que le maintien de leurs privilèges, quelles que puissent être d'ailleurs les conséquences.

Contre un monde en décomposition, y en a-t-il un autre en formation ? Peut-être, quoique ce spectacle offert par nombre d'aspirants à la succession du monde bourgeois ne soit pas rassurant du tout. Encore moins l'est, d'ailleurs, la tragique situation dans laquelle se débat la Russie, dont les nouveaux maîtres prétendent représenter l'émancipation intégrale du travail, alors qu'ils n'ont fait à leur tour que l'exploiter et l'opprimer.

C'est avec raison que nous voyons railer les hommes d'Etat bourgeois pour leur impuissance à s'entendre et à agir de concert, mais n'en est-il pas en somme de même chez tous les socialistes autoritaires s'annonçant pour en prendre la succession ?

Mêmes divisions, haines, intrigues, bassesses, abus ; même verbiage qui cache mal l'incapacité de faire ; même déception pour les gouvernés s'il leur arrive d'avoir des gouvernants socialistes. Et il ne saurait en être autrement, tant qu'une succession gouvernementale plutôt qu'une véritable transformation sociale n'est envisagée.

Ajoutons encore qu'au lieu d'annoncer au monde une morale supérieure, des principes clairs, une libération de la personne humaine, une forme supérieure de rapports entre individus, groupes d'individus et peuples divers, on nous comble surtout les oreilles avec les mots de dictature ou de démocratie. Or, la première ne représente que la forme la plus brutale d'autorité, cependant que la seconde, tout en ayant représenté un indéniable progrès dans le passé, s'est révélée impuissante à permettre la défense du droit populaire aux heures les plus tragiques de l'histoire, sans compter sa brutale contradiction d'une soi-disant égalité de droit correspondant à une criante inégalité de fait.

Que penser d'une politique ouvrière se proposant surtout de pêcher en eau trouble, de recourir à toutes les tromperies, de s'imposer par un coup de main et se maintenir ensuite par la terreur, expression grossière d'un machiavélisme qui vise simplement à prendre et à garder le pouvoir sur la masse ? Nous en voyons déjà les fâcheuses conséquences dans le mouvement syndical et dans les luttes de partis revendiquant le monopole de cette émancipation des travailleurs qui devrait être par contre l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Ces réflexions ne veulent guère être désespérantes, car nous savons qu'il serait quelque peu naïf de ne vouloir lutter qu'à des conditions données et uniquement dans un milieu choisi. Il faut se trouver partout dans la mêlée et ne pas se placer orgueilleusement au-dessus d'elle ; mais nous avons à faire ressortir une fois de plus qu'il n'y a rien de changé et de nouveau dans le monde que dans la mesure où l'autorité et l'exploitation viendront à disparaître, autrement dit dans la mesure où se réalisera l'anarchie. Politiciens de toutes nuances se réclamant parfois de principes opposés, attribuant mutuellement tous les maux à une soi-disant anarchie à faire cesser. Or, comme il s'agit de maux, d'abus, de privilèges, d'iniquités toujours imposées par un gouvernement dont l'anarchie est la négation, le révoltant mensonge devient évident.

Toute réforme sociale qui ne vise à rendre impossibles l'asservissement et l'exploitation de l'homme par l'homme, en nous acheminant à l'anarchie, ne fait que maintenir sous d'autres formes la vieille tyrannie.

## Au secours de Francesco Ghezzi UN PRISONNIER DU GUÉPEOU

TEL EST LE TITRE DE LA BROCHURE ÉDITÉE PAR LE COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DE F. GHEZZI. DANS CETTE BROCHURE, LE COMITÉ DÉNONCE LES ACQUISITIONS DU GUÉPEOU À L'ÉGARD DU MILITANT ANARCHISTE EMPRISONNÉ EN RUSSIE. EN VENTE À LA LIBRAIRIE D'ÉDITIONS SOCIALES, 72, RUE DES PRAIRIES (20<sup>e</sup>). PRIX : 1 fr. 50 ; FRANCO : 1 fr. 70



## CRIME GOUVERNEMENTAL

Malgré les éloquentes plaidoiries de ses défenseurs, M<sup>r</sup> R. Lazurick et M<sup>r</sup> R. Blum, malgré l'admirable argumentation qu'ils apportèrent tous deux, appuyés en cela par des rapports médicaux tant officiels que de la défense, qui établissaient l'irresponsabilité de d'Ascanio au point de vue mental, la Cour d'assises de Luxembourg le condamnait, le 7 mai dernier, à quinze ans de travaux forcés.

Que voulait d'Ascanio ? Trouver un coin de terre hospitalière où il pourrait travailler et subvenir à ses besoins vitaux. Cela, lui fut refusé. En d'autres occasions, nous avons relaté le calvaire de ce malheureux ouvrier exilé qui, traqué comme une bête fauve, chassé de pays en pays, cherchait à se fixer, et qui, à bout de tout, fut déterminé, pour mettre fin aux innombrables tracasseries administratives voulues, d'abattre le chancelier de la légation d'ambassade résidant à Luxembourg.

L'on connaît son odyssee jusqu'au verdict infâme ; nous ne reviendrons pas sur ces événements, momentanément en tous cas.

Un dénouement plus tragique est venu terminer son tragique calvaire : d'Ascanio n'est plus.

Il vient de mettre fin à la vie en se pendant aux fils électriques de sa cellule et à l'aide de son foulard et de sa couverture.

Depuis quelques temps déjà, il se manifestait chez lui des signes inquiétants de démence qui chaque jour devenaient plus graves. Son avocat, en le visitant ces derniers temps, avait constaté une dépression nerveuse de plus en plus forte, au point de le trouver un jour dans une prostration bien proche de l'hébétément et par les signes avant-coureurs de la folie.

Nous n'avons pas l'habitude de nous lamenter sur un cadavre, quel qu'il soit, non plus que de récriminer sur les jugements dits de justice, toujours au service des puissances financières et des ambitions politiques du moment.

La complicité de la Cour d'assises du Luxembourg envers le gouvernement d'assassins et de bandits qu'est le régime monarchique a été par trop marquée par le verdict inhumain autant qu'odieux de mai dernier.

Et si un cynique individu, valet servile et serviteur hideux d'une politique ignoble et vile s'est plu de porter une accusation contre des complices éventuels qui se seraient à l'abri de la « justice », à l'étranger, ce n'était en quelque sorte qu'imposant de masquer leur forfaiture. On essayait de trouver une diversion pour justifier la pire des ignominies : le fascisme.

D'Ascanio est mort... Oui, sans doute ; mais d'Ascanio a été assassiné.

Assassiné déjà par une « cour de justice » rendant une sentence barbare, indigne de ce siècle ; assassiné par le gouvernement fasciste, et avec la complicité du gouvernement luxembourgeois.

Le verdict de mai dernier est le prétexte de l'assassinat qui devait se perpétuer par la suite pour en arriver au dénouement d'hier.

Duplicité des uns, complicité des autres, juges, hommes d'Etat, bourgeois, vous avez tous trempé directement ou indirectement dans ce monstrueux forfait.

Vous vous êtes vengés sur un être sans défense pour satisfaire basement vos rancœurs et afin de tenter de sauver vos gouvernements chancelants, afin de cacher vos innombrables crimes et justifier votre politique de forbans.

Et plus, plus fort encore, nous accusons la direction de la prison et son personnel d'avoir fermé les yeux volontairement sur le mal qui minait d'Ascanio, et ce malgré tout ce qui fut dit sur son état. Nous les accusons de s'être rendus complices au point de le pousser à prendre cette pénible détermination, et qui sait si, demain, nous n'apprendrions pas d'autres faits plus révoltants encore ?

D'Ascanio, assassiné par les fascistes, n'est pas mort en nous ; sa vie, nouvelle proie offerte en holocauste au régime de sang et de boue qu'est le régime capitaliste, sera vengée un jour.

D'Ascanio, assassiné par des gouvernements criminels, doit être un nouveau symbole pour abattre et faire disparaître à tout jamais tous les fascismes.

Pour le Comité de défense international anarchiste de Bruxelles, HEM DAY.

## COMITÉ DE L'ENTR'AIDE

Le Comité de secours aux emprisonnés politiques et à leurs familles, désirant que tout militant victime en France de sa propagande sociale soit soutenu effectivement, et que toutes les victimes soient aidées équitablement, demande aux Groupes philosophiques ou syndicaux de solidarité, d'être en liaison permanente avec le Comité de l'Entr'Aide.

Le Comité de l'Entr'Aide a la légitime ambition de pouvoir aider les camarades de façon sérieuse malgré la répression actuelle. C'est ainsi que nous donnons 200 fr. par mois à chacun de nos camarades de la Santé ; alors que le Secours Rouge ne versait que 25 francs à chacun des siens. Et ce n'est qu'à peine assez.

Chaque Syndicat ou Coopérative, de même que tout groupe d'éducation ou d'action, se doivent d'adhérer au Comité de l'Entr'Aide pour y verser leur cotisation régulière et en contrôler l'activité. Chaque militant doit envoyer son obole.

Actuellement nous soutenons les camarades Ghislain et Delobel à Clairvaux ; Guillot, Demarq et Morin au Cherche-Midi ; Bauer, à Metz.

Adresser les fonds à Charbonneau Lucien, chèque postal 653-87, rue des Roses, 22, Paris (18<sup>e</sup>), ou les remettre au bureau du S. U. B., à la Bourse du Travail.

## Possibilités révolutionnaires en Espagne

La crise économique résumée dans notre dernier article, donne lieu quotidiennement à des mouvements grévistes qui s'étendent dans tout le pays. Grève générale à Seville, à Grenade, à Bilbao, à València, à Malaga et, cette semaine, à Barcelone ou plus de 50.000 ouvriers du bâtiment ont tenu en échec le gouvernement. Celui-ci, dépourvu d'autorité, pris dans les filets d'une redoutable agitation politique qui menace le régime, se trouve incapable de réagir et son attitude contradictoire ne fait qu'affaiblir son prestige. Il menace avec l'épouvantail de la dictature, mais personne n'y croit. Après le désastre riveriste, le fascisme est définitivement discrédité ; il a fait plus de mal au régime que la plus habile des propagandes.

Nous sommes en présence d'une situation nettement révolutionnaire ; les crises économiques et politiques coïncident avec la même acuité. Nous n'analyserons pas les causes de la première, il suffit de dire que devant la décomposition de la monarchie, la bourgeoisie libérale essaye de miser sur la carte républicaine dans le but de se sauver et, si possible, réaliser un gouvernement qui conviendrait mieux à ses intérêts.

Le roi, renié par ses anciens collaborateurs, ne dispose que d'hommes usés, sans prestige, tarés, et seuls la noblesse féodale, le clergé, la haute bourgeoisie financière et industrielle, le soutiennent. Le ressort moral a cédé chez ces classes traditionnelles. Il ne reste à leur service que des mercenaires sans âme, nullement disposés à devenir des héros.

La « guardia civil », de sinistre mémoire, garde prétorienne du régime, n'inspire plus la terreur de jadis. Sa composition a beaucoup changé, sa fidélité n'est pas aussi indiscutable ; devant une insurrection bien organisée, malgré son nombre et bien qu'elle dispose d'un armement perfectionné, elle ne se ferait pas tuer de gaieté de cœur. Les gardes civils gagnent 3 pesetas par jour, ont des femmes et des enfants et ils sont des hommes comme les autres. Beaucoup de leurs chefs, après la chute de Primo, penchaient vers la neutralité en cas de conflit.

La police espagnole, si canaille en temps normal, n'est pas à craindre dans les combats de rues, et les simples « flics » auraient vite fait de s'évanouir. A Madrid, les étudiants les mirent en fuite à coups de pierres ; le jour du discours du S. Guerra, quelques centaines de manifestants furent maîtres du pavé et arrivèrent sans difficulté au Palais royal pour y conspuer le Bourbon. Nous soulignons en passant, qu'à ce moment, le désarroi du Pouvoir aurait permis n'importe quel coup de main.

Il y a l'armée — nous parlons des officiers — mais Primo, par un cuisant paradoxe, a brisé son unité, sa discipline, sa foi monarchique. En son sein une minorité agissante est franchement républicaine, et, lors d'une révolution, saurait neutraliser les suppôts royalistes.

Face à la dynastie bourgeoise se dresse le pays. Intellectuels, étudiants, professeurs, hommes de science, fonctionnaires, le barreau, les professions libérales, les artisans, le commerce, les classes moyennes, même une partie du clergé, flairent le danger, déclarent que la République n'est pas incompatible avec la religion. Un mouvement énergique aurait des chances de succès. Mais jusqu'à présent les partis républicains, dirigés par des chefs incapables, ne se sont pas montrés à la hauteur des circonstances ; comme toujours ils essayent de temporiser et attendent on ne sait pas quoi pour se décider à la lutte.

Le prolétariat accueillerait comme un heureux événement le renversement des Bourbons, parce que cela supposerait un pas formidable vers la libération totale. Une grève générale, insurrectionnelle, dans toute l'Espagne, est nullement disposée à descendre dans la rue et à faire les frais pour installer ces messieurs de la République à la place des monarchistes. Mais si, demain la lutte éclate, la classe ouvrière ne restera pas neutre, car cela amènerait le triomphe du fédéralisme, qui a fait de l'Espagne le pays le plus arriéré de l'Europe.

Dés maintenant la classe ouvrière doit prendre ses dispositions pour ne pas être dépassée par les événements, et, quoi qu'il arrive, pouvoir jouer son rôle. Elle doit s'opposer à toutes les velléités réactionnaires qui se manifestent dans certains secteurs républicains ; empêcher énergiquement toutes les tactiques conduisant au renforcement de l'exploitation bourgeoise, à l'instauration d'un état fort, centralisé, policé.

WILKENS.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que la grève de Barcelone s'est terminée par une complète satisfaction des revendications ouvrières. Le journal *Solidaridad Obrera*, organe quotidien de la C. G. T. espagnole, est autorisé à nouveau ; la rédaction a été mise en liberté, les syndicats uniques sont reconnus. C'est là une magnifique victoire de l'action directe prolétarienne.

## ILYA EHRENBURG

## 10 C.V.

Le Roman de la machine

Lisez ce livre, camarades, vous comprendrez notre époque de machinisme exacerbé qui, pour assouvir la soif d'or de quelques potentats et des porteurs d'obligations assassine chaque jour à l'usine, aux colonies et dans les rues de banlieue les fils du peuple par la machine, le sabre, le fouet ou le revolver.

15 francs. — Franco : 16 fr. 50

En vente : Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

## LA VOIX DE PROVINCE

LENS

Le Meeting pour Pons et Blanco

Pour préparer l'imposante manifestation que les travailleurs de la région parisienne feront cette semaine à la salle des Sociétés Savantes, le comité de Défense sociale de la région du Nord, avec l'appui des organisations ouvrières du Pas-de-Calais, a donné le samedi 20 septembre, un meeting de protestation qui fut tenu à Lens dans la salle de la Maison syndicale.

Malgré les mauvais temps, les camarades toujours sur la brèche, les militants du Syndicat des Mineurs, de l'Union départementale et de la région, Harnes, sont venus entendre l'exposé des faits qui militent en faveur de la libération immédiate de Blanco et de Pons.

Sous la présidence de Paul Sion, trésorier du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, assisté de Priem et d'autres membres du Bureau Syndical, le Bureau est formé et immédiatement la parole est donnée à Le Pen qui, admirablement documenté, donne lecture des pièces du procès, des déclarations des défenseurs et commente clairement les flagrantes contradictions des bourreaux espagnols.

C'est d'abord le cas lamentable de Joachim Blanco, condamné le 29 septembre 1924, ainsi que José Espinosa Bach, à la peine de prison perpétuelle, comme coupable d'homicide envers le policier Alegria, mais surtout en qualité de syndicaliste.

C'est ensuite le jugement rendu contre cinq camarades du Syndicat Unitaire, dont Pons Dimer, devant la Cour d'assises de Barcelone, le 14 janvier 1927 pour des faits supposés s'être passés le 29 août 1923 (affaire de la maison Salichs). Il apparaît clairement que ces deux affaires ne sont que deux épisodes parmi tant d'autres, des louches fourberies et des procédés machiavéliques des bourreaux à la solde de la dictature Primoriviste et cela est tellement vrai que l'assistance en demeure convaincue après la lecture du témoignage de M<sup>r</sup> Marriobero, avocat du barreau de Madrid et défenseur du Comité Pro Présos de Catalogne, lequel fut condamné trois fois avec incommunication de 17 à 25 jours, souffrit en prison pendant 4 mois d'hiver, dans une cellule sans plafond, pour avoir voulu prendre la défense des syndicalistes emprisonnés.

A ce témoignage, viennent s'ajouter les témoignages des défenseurs M<sup>r</sup> Rusinol et Casas Sala, avocats de Barcelone, qui prirent en mains les défenses de Pons et de Blanco.

En France, le défenseur M<sup>r</sup> Respaud, de Perpignan, a réussi devant la Chambre des mises en accusation de Montpellier, d'obtenir un supplément d'enquête avant l'extradition. Mais, nous sommes méfiant, le gouvernement de Tardieu remet aux soins des policiers espagnols ce supplément d'enquête et ce n'est qu'un piège tragique qui peut coûter la liberté et la vie de nos deux vaillants camarades.

Cette enquête complémentaire est faite actuellement par les organisations combattives de France, réunies autour du Comité de Défense sociale, dans des meetings et tournées de conférences, non d'après des ragots, mais d'après les pièces officielles des procès et le résultat c'est que le public ouvrier est convaincu que la Police de Pons et de Blanco. Ces hommes doivent être libérés immédiatement, ils ont assez souffert.

L'exposé du délégué du C. D. S. est très nettement applaudi. Après lui, Meurant ajoute quelques mots ; ensuite Coine, au nom du Syndicat des Mineurs, prend l'engagement d'honneur de continuer jusqu'à la victoire complète l'agitation pour ces deux martyrs.

Energiquement Coine, fouaille, cingle et cravache les avachis qui ne se dérangent pas pour une cause aussi belle et aussi juste. Tempêteux, il avertit que les dictateurs ne reposent que sur la veulerie et l'indifférence des travailleurs.

Après cet avertissement et cette invite à l'action méthodique, inlassable, continue du Comité de Défense sociale, Coine espère dans un sursaut d'énergie des ouvriers, et le président lève la séance après la lecture de l'ordre du jour suivant, qui est acclamé :

« Après avoir pris connaissance des conditions arbitraires dans lesquelles ils furent arrêtés, maintenus en prison et menacés d'extradition, les militants et adhérents des organisations d'avant-garde réunies élèvent une vigoureuse protestation et demandent la mise en liberté immédiate de ces deux militants espagnols, contre lesquels aucune preuve de culpabilité n'a été faite ;

« Demandent à tous les travailleurs de faire l'agitation nécessaire pour sauver ces deux victimes des griffes du capitalisme espagnol avide de vengeance contre ceux qui participent à la lutte contre la régression sociale ;

« S'engagent à lutter et à répondre à tous appels qui leur seront faits pour faire triompher la cause de la justice et empêcher l'extradition de Pons et Blanco. »

TOULOUSE.

Tournée Bastien

Du fait que, dans notre région essentiellement viticole, les travaux se rattachant à cette industrie sont en pleine marche durant la première quinzaine d'octobre, et en face des réponses des groupes de cette région, nous voyons dans l'obligation de retarder cette tournée. Cette tournée ne s'effectuera donc qu'à la fin du mois d'octobre.

Que les groupes qui sont en parfait accord avec notre méthode d'organisation, qui leur a été envoyée par circulaire et qui a paru dans le « Lib. » du 26 juillet, nous répondent par l'affirmative, en un mot, se prononcent par oui ou par non. Si notre initiative leur plaît, qu'ils envoient les fonds immédiatement.

Les groupes de Bordeaux, Agen, Carcassonne, Narbonne, Coursan, Béziers, Perpignan, Lézignan, Ormaisons, Pézenas, Montpellier, Nîmes, Alès, Almarques sont priés de faire connaître leur point de vue à ce sujet dans le plus bref délai.

Compte rendu de la caisse de propagande

Versement des différents groupes	
de Toulouse	140 20
Du groupe de Toulouse	110 »
Du groupe de Bordeaux	44 »

Total à ce jour..... 294 20

Pour la correspondance et les fonds, s'adresser au camarade Nan Victor, 32, rue Cany.

Le « Libertaire » est-il mis en vente dans ta région ? Non ? rai-foi le dépositaire de ton journal ou trouve un kiosque qui consentira à le mettre en vente.

## Qui fait la soupe doit la manger

La richesse naît de l'intelligence et du travail, l'âme et la vie de l'humanité. Mais ces deux forces ne peuvent agir qu'à l'aide d'un élément passif, le sol, qu'elles mettent en œuvre par leurs efforts combinés. Il semble donc que cet instrument indispensable devrait appartenir à tous les hommes. Il n'en est rien.

Des individus se sont emparés par ruse ou par violence de la terre commune, et, s'en déclarant les possesseurs, ils ont établi par des lois qu'elle serait à jamais leur propriété, et que ce droit de propriété deviendrait la base de la constitution sociale, c'est-à-dire qu'il primerait et, au besoin, pourrait absorber tous les droits humains, même celui de vivre, s'il avait la malheur de se trouver en conflit avec le privilège du petit nombre.

Ce droit de propriété s'est étendu, par déduction logique, du sol à d'autres instruments, produits accumulés du travail, désignés par le nom générique de capitaux. Or, comme les capitaux, stériles d'eux-mêmes, ne fructifient que par la main-d'œuvre, et que, d'un autre côté, ils sont nécessairement la matière première ouverte par les forces sociales, la majorité, exclue de leur possession, se trouve condamnée aux travaux forcés au profit de la minorité possédante. Les instruments ni les fruits du travail n'appartiennent pas aux travailleurs, mais aux oisifs. Les branches gourmandes absorbent la sève de l'arbre, au détriment des rameaux fertiles. Les frelons dévorent le miel créé par les abeilles.

Tel est notre ordre social, fondé par la conquête, qui a divisé les populations en vainqueurs et en vaincus. La conséquence logique d'une telle organisation, c'est l'esclavage. Il ne s'est pas fait attendre. En effet, le sol ne tirant sa valeur que de la culture, les privilégiés ont conclu, du droit de posséder le sol, celui de posséder aussi le bétail humain que le fécond. Ils l'ont considéré d'abord comme le complément de leur domaine, puis, en dernière analyse, comme une propriété personnelle, indépendante du sol.

Cependant le principe d'égalité, gravé au fond des cœurs, et qui conspirait, avec les siècles, à détruire, sous toutes ses formes, l'exploitation de l'homme par l'homme, porta le premier coup au droit sacrilège de propriété en brisant l'esclavage domestique. Le privilège dut se réduire, à posséder les hommes, non plus à titre de meuble, mais d'immeuble annexe et inséparable de l'immeuble territorial.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, une recrudescence meurtrière de l'oppression amène l'esclavage des noirs, et aujourd'hui encore les habitants d'une terre réputée française possèdent des hommes au même titre que des habits et des chevaux. Il y a du reste moins de différence qu'il n'en paraît d'abord entre l'état social des colonies et le nôtre. Ce n'est pas après dix-huit siècles de guerre entre le privilège et l'égalité que le pays, théâtre principal de cette lutte, pourrait supporter l'esclavage dans sa nudité brutale. Mais le fait existe sans le nom, et le droit de propriété, pour être plus hypocrite à Paris qu'à la Martinique, n'y est ni moins intraitable, ni moins oppresseur.

La servitude, en effet, ne consiste pas seulement à être la chose de l'homme ou le serf de la glèbe. Celui-là n'est pas libre qui, privé des instruments de travail, demeure à la merci des privilèges qui en sont détenteurs. C'est cet accaparement et non telle ou telle constitution politique qui fait les masses servies. La transmission héréditaire du sol et des capitaux place les citoyens sous le joug des propriétaires. Ils n'ont d'autre liberté que celle de choisir leur maître.

De là sans doute cette locution railleuse : « Les riches font travailler les pauvres ». A peu près, en effet, comme les planteurs font travailler leurs nègres, mais avec un peu plus d'indifférence pour la vie humaine. Car l'ouvrier n'est pas un capital à ménager comme l'esclave ; sa mort n'est pas une perte ; il y a toujours concurrence pour le remplacer. Le salaire, quoique suffisant à peine pour empêcher de mourir, a la vertu de faire pulluler la chair exploitée ; il perpétue la lignée des pauvres pour le service des riches, continuant ainsi, de génération en génération, ce double héritage parallèle d'opulence et de misère, de jouissances et de douleurs, qui constitue les éléments de notre société. Quand le prolétaire a suffisamment souffert et laissé des successeurs pour souffrir après lui, il va, dans un hôpital, fournir son cadavre à la science, comme moyen d'études, pour guérir ses maux.

Voilà les fruits de l'appropriation des instruments de travail ! Pour les masses, des labeurs incessants, à peine l'obole de la journée, à un caprice de colère ou de peur retire ou suscite des instruments ! Pour les privilégiés, l'autocratie absolue, le droit de vie et de mort ! Car ils ont les mains pleines, ils peuvent attendre. Avant que l'épuisement de leur réserve les contraigne à capituler, le dernier plébéien serait mort.

Qui ne se rappelle les misères de 1831, quand le capital s'est caché par crainte ou par vengeance ? Du fond de leur fromage de Hollande, les barons du coffre-fort contemplant froidement les angoisses de ce peuple décimé par la faim, en récompense de son sang versé au service de leurs vanités bourgeoises. Les représailles de la grève sont impossibles.

Les ouvriers de Lyon viennent de le tenter. Mais à quel prix ! Soixante mille hommes ont dû fléchir devant quelques douzaines de fabricants et demander grâce. La faim a dompté la révolte. Et n'est-ce pas un miracle même que cette velléité

de résistance ? Que de souffrances n'a-t-il pas fallu pour laisser la patience de ce peuple et le ramener enfin contre l'oppression ?

Le pauvre ne connaît pas la source de ses maux. L'ignorance, lue de l'asservissement, fait de lui un instrument docile des privilèges. Ecraie de labeur, étranger à la vie intellectuelle, que peut-il savoir de ces phénomènes sociaux où il joue le rôle de bête de somme ? Il accepte comme un bienfait ce qu'on daigne lui laisser du fruit de ses sueurs, et ne voit dans la main qui l'exploite que la main qui le nourrit, toujours prêt, sur un signe du maître, à démentir le téméraire qui essaie de lui montrer une destinée meilleure.

Hélas ! l'humanité marchée avec un bandeau sur les yeux et ne le souleve qu'à de longs intervalles pour entrevoir sa route. Chacun de ses pas dans la voie du progrès écrase le guide que le lui faire. Toujours ses héros ont commencé par être ses victimes. Les Gracques sont mis en pièces par une tourbe ameutée à la voix des patriciens. Le Christ expire sur la croix aux hurlements de joie de la populace juive excitée par les Pharisiens et les prêtres et, naguère, les défenseurs de l'égalité sont morts sur l'échafaud de la Révolution par l'ingratitude et la stupidité du peuple, qui a laissé la calomnie vouer leur mémoire à l'exécution. Aujourd'hui encore, les stipendiés du privilège enseignent chaque matin aux Français à cracher sur la tombe de ces martyrs.

Qu'il est difficile au prolétariat d'ouvrir les yeux sur ses oppresseurs ! Si, à Lyon, il s'est levé comme un seul homme, c'est que l'antagonisme flagrant des intérêts ne permettait plus l'illusion à l'aveuglement même le plus obstiné. Alors se sont révélés les trésors de haine et de férocité que recèlent les âmes de ces marchands. Au milieu des menaces de carnage, de toutes parts accablant pour l'extermination canons, caissons, chevaux, soldats. Le devoir du travailleur lyonnais, l'homme-machine, c'est de pleurer la faim, en créant jour et nuit, pour les plaisirs du riche, des tissus d'or, de soie et de larmes.

Mais une si dure tyrannie a ses dangers : le ressentiment, la révolte. Pour conjurer le péril, on essaie de réconcilier Cain avec Abel. De la nécessité du capital comme instrument de travail, on s'évertue à conclure la communauté d'intérêts, et par suite, la solidarité entre le capitaliste et le travailleur. Que de phrases artistement tordues sur ce canevas fraternel ! La brebis n'est tondue que pour le bien de sa santé. Elle redoit des remerciements. Nos Esculapes savent dorer la pilule.

Ces homélies trouvent encore des dupes, mais peu. Chaque jour fait plus vive la lumière sur cette prétendue association du parasite et de sa victime. Les faits ont leur éloquence ; ils prouvent le duel, le duel à mort entre le revenu et le salaire. Qui succombera ? Question de justice et de bon sens. Examinons.

Point de société sans travail ! partant point d'oisifs qui n'aient besoin de travailleurs. Mais quel besoin les travailleurs ont-ils des oisifs ? Le capital n'est-il productif entre leurs mains, qu'à la condition de ne pas leur appartenir ? Je suppose que le prolétariat, désertant en masse, aille porter ses pénates et ses labeurs dans quelque lointain parage. Mourrait-il par hasard de l'absence de ses maîtres ? La société nouvelle ne pourrait-elle se constituer qu'en créant des seigneurs du sol et du capital, en livrant à une caste d'oisifs la possession de tous les instruments de travail ? N'y a-t-il de mécanisme social possible que cette division de propriétaires et de salariés ?

En revanche, combien serait curieuse à voir la mine de nos fiers suzerains, abandonnés par leurs esclaves ! Que faire de leurs palais de leurs ateliers, de leurs champs déserts ? Mourir de faim au milieu de ces richesses, ou mettre habit bas, prendre la pioche et suer humblement à leur tour sur quelque lopin de terre. Combien en cultiveraient-ils à eux tous ? J'imagine que ces messieurs seraient au large dans une sous-préfecture.

Mais un peuple de 32 millions d'âmes ne se retire plus sur le mont Aventin. Prenons donc l'hypothèse inverse, plus réalisable. Un beau matin, les oisifs, nouveaux Bias, évacuent le sol de la France qui reste aux mains laborieuses. Jour de bonheur et de triomphe ! Quel immense soulagement pour tant de millions de poitrines, débarrassées du poids qui les écrase ! Comme cette multitude respire à pleins poumons ! Citoyens, entonnez en chœur le cantique de la délivrance !

Axiome : la nation s'appauvrit de la perte d'un travailleur ; elle s'enrichit de celle d'un oisif. La mort d'un riche est un bienfait.

Où, le droit de propriété décline. Les esprits généraux prophétisent et appellent sa chute. Le principe essentiel de l'égalité le mine lentement depuis dix-huit siècles, par l'abolition successive des servitudes qui formaient les assises de sa puissance. Il disparaît au jour avec les derniers privilèges qui lui servent de refuge et de réduit. Le présent et le passé garantissent ce dénouement. Car l'humanité n'est jamais stationnaire. Elle avance ou recule. Sa marche progressive la conduit à l'égalité. Sa marche rétrograde remonte, par tous les degrés du privilège, jusqu'à l'esclavage personnel, dernier mot du droit de propriété. Avant d'en retourner là, certes la civilisation européenne aurait péri. Mais par quel cataclysme ? Une invasion russe ? C'est le Nord, au contraire, qui sera lui-même envahi par le principe d'égalité que les Français mènent à la conquête des nations. L'avenir n'est pas douteux.

Disons tout de suite que l'égalité n'est pas le partage agraire. Le morcellement infini du sol ne changerait rien, dans le fond, au droit de propriété. La richesse provenant de la possession des instruments de travail plutôt que du travail lui-même, le génie de l'exploitation, resté debout, saurait bientôt, par la reconstruction des grandes fortunes, restaurer l'inégalité sociale.

L'association, substituée à la propriété individuelle, fondera seule le règne de la justice par l'égalité. De là cette ardeur croissante des hommes d'avenir à dégrader et mettre en lumière les éléments de l'association. Peut-être apporterons-nous aussi notre contingent à l'œuvre commune.

A. BLANQUI.

Michel BAKOUNINE

## DIEU et L'ÉTAT

Préface

d'Elisée RECLUS et Carlo CAFIERO

Nouvelle édition avec 2 portraits de Bakounine

Prix : 1 fr. 50 — Franco : 1 fr. 75



## DANS LES SYNDICATS

## TRISTESSE DES TEMPS

L'année 1930 se termine et les prolétaires en général, et ceux du Bâtiment en particulier, contempleront, avec plus de mauvaise que de bonne humeur, l'année fléchissante de leur porte-monnaie.

Cependant que les statistiques, toujours officielles mais incomplètes, émanant du Ministère du Travail, restent optimistes, nous considérons, nous autres, que dans le domaine officiel (et complet, celui-là), rien n'a été fait ni même tenté d'être fait pour améliorer le sort des travailleurs.

Pour Pierre Laval, la vie des travailleurs paraît être belle et l'ancien avocat du Comité de Défense Sociale pinçant les cordes de sa guitare dans l'orchestre gouvernemental, conduit par le maestro de la N'Goko et de la Bagdad, paraît séduire de la situation présente faite aux exploités.

Nous n'avons pas les mêmes raisons que celles de l'ancien plaidillon de nous montrer satisfaits de la situation, qui n'a été que misérable, faite aux travailleurs du Bâtiment, cette année.

Les salaires sont loin d'atteindre le plafond de l'ascendance du côté de la vie et, à part une demi-douzaine de corporations dont le salaire ait dépassé les 8 fr. de l'heure, la grande majorité n'a pas seulement atteint les 7 francs. N'oublions pas que le pain est à cinquante sous le kilogramme.

La journée de 8 heures est un mythe et, que nous le voulions ou non, la vérité veut que des « salopards » exigent du bétail humain des journées de 11 et 12 heures.

Le repos hebdomadaire conquis de haute lutte, il y a près de 25 ans, est foulé aux pieds par la même bande de *rasfas* et de *charognards*.

Le chômage a sévi dans toute sa haine dans certaines corporations pendant que des chantiers entièrement composés d'éléments étrangers enfraignaient les lois, jusques et y compris, celles de l'hospitalité.

Il ne s'est, pour ainsi dire, pas passé de jours sans que l'un d'entre nous soit victime d'accident grave, voire mortel. Partout, le j'menfoutisme et l'incurie patronales ont laissé des traces de sang humain.

A quand nos délégués à la sécurité?... à sans doute, aux Calendes Grecques.

A part ça, nous avons la vie « supracarène », le hideux impôt sur les salaires et enfin... l'« escroquerie » !

Les temps sont vraiment moches, dirait Gavroche.

A la foule des satrapes, pillards et voleurs de toute envergure, cause de nos souffrances et de nos misères, viennent encore s'ajouter les soi-disant communistes, brailleurs de cartes et diviseurs d'ouvriers.

Les allumeurs de guerre civile auront tout fait, cette année, pour que les copains crient un peu plus famine. Au lieu de se taire et de laisser les prolétaires faire leurs affaires eux-mêmes, le grain des cocos s'est montré partout comme étant « indispensable ».

A vrai dire, ils sont la cause de la léthargie dans laquelle la classe ouvrière est présentement plongée.

La situation faite aux travailleurs de la Bâtisse, n'a jamais été si tragique, les murs, les *través de bois*, ne sont pas sans l'ignorer, c'est la seule raison invocable pour créer un courant d'agitation factice. Faut-il donc désespérer d'une année mauvaise et se laisser encore plus aller au découragement ?

Cela ne se peut. Le virus politique a, royons-nous, accompli le gros de sa néfaste tâche et le mouvement ouvrier corporatif, s'il traverse une crise aiguë, n'est pas complètement anéanti, il ne peut succomber et il ne succombera pas.

Notre Syndicalisme Révolutionnaire saura trouver les énergies indispensables à réparer des temps meilleurs. Nous ne sommes pas de ceux qui veulent mourir sans avoir combattu, nous combattons.

La 13<sup>e</sup> Région Fédérale du Bâtiment.

Réunion de la C. E. — Mercredi 30 septembre, au siège, Bourse du Travail.

## C. G. T. S. R.

Syndicat Autonome des Coiffeurs de la Seine. Ecole Ouvrière de Coiffure. — Le Syndicat vient d'ouvrir son Ecole de Coiffure le mardi 23 septembre pour se terminer le vendredi 19 décembre.

Ces cours auront lieu les mardi et vendredi, de 21 heures à 23 heures (Chope de Strasbourg), 50, boulevard de Strasbourg, premier étage. Métro : Château-d'Eau ou Gare de l'Est.

Ces cours sont ouverts à tous les adhérents de l'organisation pour leur perfectionnement dans la technique professionnelle. Pour l'Ecole : C. Masia.

Pour le Syndicat : A. Robinet.

P.-S. — Nous faisons appel aux camarades qui voudraient servir de modèles pour la coiffure de dames, de venir se faire inscrire à l'Ecole ; les modèles sont payés 6 francs par soir.

## DERNIER APPEL

Les camarades qui détiennent des listes de souscription pour le livre de Pierre BESNARD, sont priés de faire parvenir les fonds ; de même, les camarades qui ont envoyé des listes et fait prendre note de leur souscription sont priés d'envoyer l'argent à JUHEL, C/c 1441-43 Paris, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11<sup>e</sup>).

La liste des souscripteurs sera irrévocablement close le 30 septembre et le tirage aura lieu dans les premiers jours d'octobre.

La C. G. T. S. R.

Pour paraître le 1<sup>er</sup> octobre prochain

## LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10<sup>e</sup>). — 16 francs franco pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11<sup>e</sup>).

## Dans le S. U. B.

Monteurs Electriciens. — L'Assemblée générale de la Section aura lieu le vendredi 26 septembre, à 17 h. 30, salle de Commission, premier étage.

Permanence du dimanche. — La permanence du dimanche matin, pour les mois de septembre et octobre, fonctionnera de la façon suivante :

28 septembre, Desbois ; 5 octobre, Rottier ; 12 octobre, Giraud René ; 19 octobre, Giraud Victor ; 26 octobre, Desbois.

Conseil Général. — Les copains sont invités à venir au Conseil qui aura lieu le jeudi 9 octobre, à 18 heures, salle de Commission, quatrième étage, où d'importantes décisions seront prises.

Présence de tous indispensable.

## C. G. T.

## SYNDICAT DES TERRASSIERS

Réunion du Conseil vendredi 26 septembre, à 18 heures, au siège du Syndicat.

## ASSEMBLEE GENERALE

Dimanche 28 septembre, à 9 heures, salle Bondy, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Pour assurer la vitalité de notre organe

## LE LIBERTAIRE

nous avons réédité des

Garnets d'abonnements

et des listes de souscription

## ET LA SUPPRESSION DU BAGNE ?

Depuis quelque temps, le bague est à l'ordre du jour, et presque chaque mois nous voyons paraître un ouvrage sur la vie des forçats et sur l'affreux calvaire de leur existence.

Evidemment, on ne peut que se féliciter de cette éclosion de bouquins qui sont inspirés presque tous par un sentiment généreux. M. Albert Londres l'avait déjà dit, il y a quelques temps : « Il faut supprimer le bague ». Tous ceux qui ont écrit après lui ont redit la même chose et nous avons même pu voir un ancien gouverneur de la Guyane, M. Juvanon, faire chorus avec tous les ennemis du système pénitentiaire colonial, dont la faillite est certaine.

Mais alors, où veut-on en venir ? Les livres succèdent aux livres, créant un courant d'opinion nettement favorable à la suppression du bague... et le bague ne s'en porte pas plus mal. Malgré ce que nous avons lu dans un récent numéro du journal *Délectrice*, nous ne pensons pas qu'il soit question d'en finir une bonne fois pour toutes avec le bague, et si nous sommes bien informés, un convoi de forçats pour la Guyane serait en préparation.

Alors nous posons la question : « Si le bague résiste à tous les coups qu'on lui porte, faut-il jamais espérer l'abolir ? »

Et pendant que la presse amuse ses lecteurs avec cette honteuse et immorale publicité, il y a à la Guyane d'autres condamnés dont personne ne parle et dont personne ne veut parler, parce que ceux-là, victimes de cette guerre atroce contre la quelle ils ont voulu s'insurger, n'ont pas de beau crime à faire valoir. Ces condamnés militaires sont encore nombreux, et comme, malgré le bague, leur conscience d'homme n'a jamais subi aucun assèchement, ils sont, ces hommes, autant de terribles et vivants arguments contre le bague maudit qui veut étouffer en eux et leur fier esprit et leur noble conscience.

En laissant la presse donner une popularité pernicieuse aux grands criminels, on consolide ainsi les fondements de ce bague dont tous les hommes de cœur réclament la suppression.

En oubliant au bague toutes les victimes de la justice militaire — la plupart de ces hommes se sont résignés sauvagement, sans mot dire, à leur triste sort — on commet une lourde faute dont ces malheureux nous demanderont compte un jour. Ceux-là sont nos amis, ils sont nos frères d'idée et nous ne faisons rien pour eux. Qui sait même qu'ils existent ?

Nous pensons que la campagne contre le bague doit être reprise de plus belle, non pas comme on le fait trop souvent en s'attaquant seulement au système pénitentiaire, mais en montrant quels sont ces hommes, dont on veut venir à bout.

Un médecin de grand talent, le docteur Le Dantec, qui séjourna pendant longtemps sur les îles du Salut, fut si effrayé du chiffre de la mortalité chez les condamnés (six mois après l'arrivée d'un convoi, ce convoi a diminué de moitié), qu'il en conclut — voir son livre : *Tratté de pathologie coloniale* — que le gouvernement, en continuant l'envoi des condamnés à la Guyane, ne pouvait avoir qu'un but : en faire mourir le plus possible et le plus vite possible.

A-t-on jamais pris garde à ce terrible aveu de M. Le Dantec ? Qui se soucie que les forçats meurent ou vivent ; qui se soucie que, parmi eux, se trouvent des hommes qui méritent un tout autre traitement ; qui se soucie aujourd'hui vraiment d'un peu de justice et d'humanité ? Le bague continue...

Tout le procès du bague est à recommencer.

JEAN DAVY.

## AUX ABONNES EN RETARD

LE LIBERTAIRE ne pouvant supporter longtemps les frais du service gratuit aux abonnés en retard, ceux-ci ne s'étonneront pas de se voir supprimer s'ils négligent de se réabonner en temps voulu.

## LA VIE DE L'UNION

Commission Administrative. — Mardi prochain, à 20 h. 30, réunion de la C. A. Tous les camarades sont priés d'être présents. Décisions très importantes à prendre.

## PARIS-BANLIEUE

Région Parisienne. — Tous les Groupes sont invités à l'Assemblée générale. (Voir l'annonce en 2<sup>e</sup> page).

Groupe des 3<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> Arrondissements. — Adhérents et sympathisants, tous vendredi, aux Sociétés Savantes, au meeting pour Pons et Blanco, à 8 h. 30.

LES AMIS DU « LIBERTAIRE »

Nous invitons tous les lecteurs du *Libertaire* habitant le 3<sup>e</sup> et le 10<sup>e</sup> arrondissements, de passer à notre permanence qui aura lieu le jeudi 2 octobre, de 21 h. à 22 h., Café, 5, rue du Château-d'Eau (à côté de la Bourse du Travail).

Renseignements, adhésions et vente du *Libertaire*.

Prochainement aura lieu notre série de conférences contraires.

Groupe des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> Arrondissements. — Grande conférence le mercredi 1<sup>er</sup> octobre, 170, faubourg Saint-Antoine, salle Vigier, à 20 h. 30.

« Les méthodes modernes de travail et leurs conséquences ».

Par Juhel de la Confédération Générale du Travail Révolutionnaire.

Invitation cordiale à tous.

Groupe des 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> Arrondissements. — La prochaine réunion du Groupe aura lieu le vendredi 26 septembre.

Groupe des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> Arrondissements. — Réunion du Groupe mardi 30 septembre, à 20 h. 30, 48, rue Duhamel.

Présence indispensable des militants.

Groupe Interlocal de Cligny. — Pas de réunion le vendredi 26. Tous présents au meeting Pons et Blanco, salle des Sociétés Savantes.

Un meeting pour Pons et Blanco est prévu à Cligny pour le jeudi 2 octobre.

Que les camarades retiennent cette date. Les détails seront donnés dans le prochain numéro du « Libertaire ».

Groupe de Montreuil. — Vendredi prochain pas de réunion. Tous les camarades sont invités au meeting du Comité de Défense Sociale.

Groupe Régional de Bicêtre-Gentilly. — Dimanche 28 septembre, à 10 heures du matin, café Ramel, 10, rue du 14-Juillet, à Bicêtre (angle de la rue Du Kremlin, Assemblée générale mensuelle. Causerie sur les Anarchistes et l'organisation.

Le Groupe de Bicêtre organise un meeting pour Pons et Blanco samedi 11 octobre. Durant cette occasion une preuve de sa vitalité, le Groupe Anarchiste de Bicêtre invite les sympathisants et lecteurs du « Libertaire » habitant la région, à venir dans nos réunions, apporter leur effort au nôtre.

La causerie de dimanche, faite par un copain d'Antony, les intéressera certainement.

Roger Durot.

Saint-Denis. — Un Groupe étant en formation à Saint-Denis, les camarades désireux d'y adhérer sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Baudouin Armand, 17, boulevard Jules-Guesde.

Erment. — Les camarades de la région du Gros-Noyer, Saint-Prix, Saint-Leu, Eaubonne et Erment, qui désirent collaborer à la formation d'un Groupe Anarchiste-Communiste, peuvent s'adresser à : Khouane, 60, rue Saint-Leu, à Erment (Seine-et-Oise).

## PROVINCE

Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse. — Le Groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Groupe d'achats en commun.

Répartition des denrées tous les dimanches matin.

Librairie. — Une librairie volante se tient tous les dimanches matin, rue Saint-Bernard, angle boulevard de Strasbourg.

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

Groupe anarchiste communiste de Saint-Etienne. — Permanence tous les jeudis, salle 20, Bourse du Travail. Inscription des adhé-

rents. Versements de la cotisation mensuelle : 5 francs. Organisation de promenades estivales.

Brest. — Les libertaires, les lecteurs du « Libertaire » sont invités cordialement à la réunion du groupe qui aura lieu le vendredi 11 octobre, au Café de la République.

Des questions très importantes intéressant la propagande générale seront discutées. Le compte sur tous. La besogne ne manquera pas.

Le secrétaire du groupe : A. LE LANN.

## Communications Diverses

Groupe d'Etudes Sociales, Le Havre. — Nous faisons un appel pressant à tous les lecteurs du journal pour être présents aux prochaines réunions : les premier et troisième mercredis du mois, à 8 h. 45, Cercle Franklin, deuxième étage.

\*\*\*

Bruxelles. — La prochaine réunion du Groupe d'Etudes Sociales est fixée au mardi 30 septembre 1930, à 8 heures du soir, en la salle Cooremans, 48, Vieille-Halle-aux-Blés, E. V.

Le camarade Lazarevitch ouvrira la discussion. Sujet : « La crise industrielle. Ses causes. Ses remèdes ».

Les réunions prochaines dont la date sera fixée ultérieurement, auront à leur ordre du jour : « La rationalisation » (rapporteur le camarade De Boë) et « L'objection de conscience » (rapporteur le camarade Chévé).

\*\*\*

Comité de l'Entr'Aide. — Réunion plénière du Comité de l'Entr'Aide le vendredi 3 octobre, à 21 heures, au bureau 30, quatrième étage, S. U. B., Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris. A l'ordre du jour les cas en cours, l'état financier, la fête d'hiver, etc.

Réunion de la Commission de Contrôle pour la gestion du trimestre, même jour, même lieu, mais à 20 heures précises.

Le Bureau.

\*\*\*

Les Amis de l'Encyclopédie Anarchiste ont une réunion tous les deux mois, les derniers ne comporteront pas de conférence, mais l'été étant passé, la prochaine, mardi 11 novembre, comprendra une causerie après le compte rendu par S. Faure, sur la vie de l'E. A.

Chaque premier dimanche, chaque mois, le matin, une permanence se tient au S.U.B., Bourse du Travail, pour réclamations, abonnements et tout versement.

Depuis la précédente publication, le Groupe Parisien a reçu : Dugne, 20 fr. ; Guérineau, 10 fr. ; Dupré, 10 fr. ; Laurent, 5 fr. ; Lafleur, 10 fr. ; Dupré, 10 fr. ; Guérineau, 10 fr. ; Schwartzmann, 5 fr. ; Laurent, 5 fr. ; Piault, 50 fr. ; Groupe de Marseille, par Girard, 30 fr. ; Dugne, 30 fr. ; Darnault, 10 fr. ; Guérineau, 10 fr. ; Dupré, 10 fr. ; Schwartzmann, 15 fr. ; Solé, 10 fr. ; Piault, 50 fr. ; Laurent, 10 fr. ; Papillon, 20 fr. ; Charbonneau, 15 fr. ; Darnault, 10 fr.

Total, 335 francs de cotisations volontaires.

\*\*\*

## UN TRACT CONTRE LA GUERRE

Les camarades du « Semeur » nous font savoir qu'un tract reproduisant l'article de J. Caillaux vient d'être édité par leurs soins. Les camarades qui en désirent, peuvent en demander à Barbé, boîte postale Falaise (Calvados), en joignant le prix du transport, soit, pour 1.000 à 5.000 exemplaires, le prix d'un postal 3 kilos, gare ou domicile.

## PETITE CORRESPONDANCE

Mathis du S. U. B. — Prière d'être présent à la réunion de la C. E. régionale.

La Idea, Béziers. — Prière nous donner explication sur but et activité.

Dernest, Bruxelles. — Abonnement terminé le 30 janvier 1931.

Union des Propagandistes Antireligieux. — L'U. P. A. avise ses amis et correspondants que Fernand DAMAYE n'appartient plus à son organisation.

Le Gérant : Marcel MONTAGUT.

Travail exécuté par des ouvriers unitaires et confédérés.

IMPRIMERIE CENTRALE DU CROISSANT

19, rue du Croissant, Paris (2<sup>e</sup>)

## LIBRAIRIE D'ÉDITIONS SOCIALES

72, Rue des Prairies Paris - (20<sup>e</sup> Arrond)

Chèque postal : J. GIRARDIN-PARIS 1191-98

LA LIBRAIRIE DES ÉDITIONS SOCIALES n'est pas une entreprise commerciale, c'est une œuvre sociale, collective, dont tous les bénéfices sont employés à soutenir d'autres œuvres de propagande.

Tous nos amis et les sympathisants à nos idées doivent, par conséquent, y faire leurs achats.

Toute commande est servie dans la semaine.

Nos nouvelles conditions de vente sont les suivantes :

1<sup>o</sup> Il n'est pas fait d'envoi contre remboursement.

2<sup>o</sup> Les frais de port sont calculés à raison de 10 % pour la France et 20 % pour l'étranger.

3<sup>o</sup> Aux bibliothèques, Syndicats, Groupes

« LA BONNE COLLECTION »

Brochures sous couvertures fortes

Prix 0 fr. 50 Franco 0 fr. 60

1. Douze preuves de l'existence de Dieu, par S. Faure.

2. Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

3. Aux Jeunes Gens, par Pierre Kropotkine.

4. Entre Paysans, par Malatesta (dialogue).

5. Immoralité du Mariage, par René Chaughy.

6. La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.

7. Les Crimes de Dieu, par Sébastien Faure.

8. Qu'est-ce qu'un Anarchiste ? par E. Armand.

9. L'Amour libre, par Madeleine Vernet.

10. L'Anarchie, par Elisée Reclus.

11. Supplément au voyage de Bougainville, par Diderot.

ou autres organisations il est fait une remise de 20 %.

4<sup>o</sup> La correspondance et les fonds doivent être adressés à Jean Girardin, Librairie des Editions Sociales, 72, rue des Prairies. Chèque postal : Girardin 1191-98 Paris.

Nota : Nous recommandons à nos correspondants de toujours indiquer clairement le titre de l'ouvrage, le nom de l'auteur et, si possible, le nom de l'éditeur.

Toute demande de renseignements doit être accompagnée d'un timbre pour la réponse.

Il ne sera pas donné suite aux commandes non couvertes de leur montant.

Indiquer sur le talon du chèque postal la destination de l'argent : Librairie, Libertaire, Solidarité, Union, etc.

12. Une conscience pendant la guerre, par Han Ryner.

13. Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.

14. L'A. B. C. du Libertaire, par Jules Lemina.

15. L'Art et le Peuple, par Charles Hotz.

16. Malthus et l'Anarchisme, par C.-I. James.

17. Les Endormeurs, par Michel Bakounine.

18. L'Education de demain, par C.-A. Laisant.

19. Propos subversifs, par Raoul Odin.

20. La Peste religieuse, par Jean Most.

21. La Loi et l'Autrité, par Pierre Kropotkine.

22. Petit Manuel d'Épictète (choix de pensées).

23. Communisme et Anarchie, par Kropotkine.

24. A mon Frère, le Paysan, par Elisée Reclus.

25. Jésus-Christ n'a jamais existé, par E. Bossi.

26. La Cause Biologique et la Prévention de la guerre, par Manuel Devaldes.

27. Pourquoi nous sommes antimilitaristes, par E.-D. Morat.

28. La Rhétorique du Peuple, par Raoul Odin.

29. L'Evangile de l'Heure, par Paul Berthelot.

30. Le Droit à la Paresse, par Paul Lafargue.

31. Les Origines de la Vie, par F.-O. Ritz.

32. A Bas les Morts ! par Girault, suivi de Le Culte de la Charogne, par A. Libertat.

33. Les Capitalistes en guerre. De Briey à la Ruhr, par Rhillon.